
Développement territorial et post-fordisme

Quels enjeux pour l'emploi en Suisse ?

Christophe Mager : Observatoire de la Ville et du Développement durable, Institut de Géographie, Université de Lausanne, Suisse

Email : christophe.mager@unil.ch

RÉSUMÉ. Cette communication propose un cadre d'analyse pouvant contribuer à interpréter l'évolution de l'emploi en Suisse entre 1985 et 2001, sous l'hypothèse post-fordiste voulant que les régions économiquement les plus performantes soient désormais celles capables de mobiliser des ressources endogènes, non réductibles à une structure productive, appelées « effets régionaux » (culture locale, institutions formelles et informelles, capital relationnel, interconnexions...) (Amin, 2003 ; Fontan, 2003).

Le modèle économétrique de R. Marimoni et F. Zilibotti (1998) sera utilisé pour repérer dans quels bassins d'emploi et pour quelles activités industrielles et tertiaires ces effets régionaux ont été les plus importants. Les analyses permettront :

- le repérage d'un ensemble de régions **potentiellement** génératrices de bonnes pratiques régionales à analyser plus en détail (systèmes productifs locaux, gouvernance, etc.) ;
- l'identification, par région d'analyse, des branches dans lesquelles ces bonnes pratiques pourraient être effectives.

Nous concluons, sur la base des résultats obtenus, en nous interrogeant, d'une part sur la pertinence, en Suisse, de l'hypothèse post-fordiste selon laquelle le modèle de développement capitaliste actuel recherche une spatialité propre traduisant ses rapports internes et favorisant les espaces métropolitains et, d'autre part, sur son caractère novateur par rapport aux approches traditionnelles de l'économie spatiale (Krugman, 1998).

ABSTRACT. This communication aims to give an analytical framework to understand the evolution of employment in Switzerland between 1985 and 2001, under the post-fordist assumption telling that the most economically powerful areas would be from now on those able to mobilize endogenous resources, which are more than a mere productive structure, and named "regional effects" (local culture, formal and informal institutions, relational capital, interconnections...) (Amin, 2003 ; Fontan, 2003).

The econometric model of R. Marimoni and F. Zilibotti (1998) will be used to locate in which employment's areas and for which industrial and tertiary activities these regional effects were most important. The analyses will allow:

- the location of a whole of areas **potentially** generating "good regional practices" which could be later analyzed more in detail (local productive systems, governorship, etc.);
- the identification, by area of analysis, of the branches in which these "good practices" could be effective.

We will conclude, on the basis of the obtained results, by questioning us, on the one hand on the relevance, in Switzerland, of the post-fordist assumption according to which the model of current capitalist development seeks a spatiality translating its internal reports and supporting metropolitan spaces and, on the other hand, on its innovative character compared to the traditional approaches of the spatial economics (Krugman, 1998).

MOTS-CLÉS : économie régionale, économétrie, emploi, post-fordisme, Suisse

KEYWORDS : regional economics, econometrics, employment, post-fordism, Switzerland

L'institutionnalisme comme outil du diagnostic territorial

L'accentuation de la globalisation de l'économie dès la décennie 1980 et la persistance des déséquilibres économiques régionaux dans les années 1990 en Europe, dans un contexte généralisé de reprise de la croissance due à l'émergence d'une « nouvelle économie » (moins d'État, décloisonnement, rôle prédominant des marchés financiers, décollage du commerce électronique et des activités informationnelles), ont multiplié les interrogations sur les relations qui peuvent exister entre les fluctuations économiques nationales et mondiales et l'évolution des économies régionales. Ce contexte a généré différents enjeux de recherche pour l'économie régionale — consubstantielle de l'économie urbaine et composant, l'une et l'autre, l'économie spatiale. Son champ problématique mobilise désormais une pensée transversale s'inspirant tant d'auteurs célèbres, comme P. Krugman, que d'analyses de l'espace hétérodoxes, en particulier celles de l'approche en termes de régulation de R. Boyer (2004), d'A. Lipietz (2001) et celle d'A.J. Scott et de M. Storper (1986). Leur complémentarité réside dans le fait que, si les premiers nous ont (re)appris les conséquences spatiales des rendements croissants dans les domaines de la production et du transport, de la différenciation des biens et des services et des externalités, le cadre théorique des seconds est un institutionnalisme.

De manière générale, les institutionnalistes ne cherchent pas à définir une théorie universelle fondée sur des individus donnés, *a priori*, comme rationnels. Ils appellent au contraire à multiplier les comparaisons sur les différentes façons dont les divers groupes sociaux développent leurs habitudes et leurs institutions. Au-delà de l'étape de l'identification des systèmes spatiaux et de production, ces analystes recourent à une approche méso-analytique visant à appréhender des formes productives intermédiaires marquées par une dynamique à la fois commune (individus ayant des buts similaires et se coordonnant grâce au résultat même de leurs interactions) et globale (permettant la coordination à distance d'organisations distinctes). C'est pourquoi ils traitent, dans leur étude des dynamiques régionales, du degré de stabilité des schémas coopératifs d'interaction, de l'importance du principe de réciprocité, de la volonté d'ouverture sur l'extérieur, des réseaux de relations hors marché qui existent entre les entrepreneurs, de la circulation de connaissances informelles ou formelles que ces réseaux permettent, mais aussi des organismes publics ou privés qui travaillent au renforcement des liens économiques intrarégionaux et à l'amélioration des échanges d'information.

Ils mettent ainsi l'accent sur l'idée que l'espace, lorsqu'il est densifié institutionnellement, est un « producteur d'accords » capable de générer une dynamique par le biais d'une offre de *spécificité territoriale* — ou de *gouvernance* — de nature à « ancrer » des entreprises, voire à en attirer d'autres. Dans cette perspective, le *territoire* est un niveau de cohérence sociétale spatialement inscrit où le vécu s'accroche aux contraintes formelles (règles politiques et juridiques, règles de droit économique et contrats) et aux représentations collectives, sorte de mélange d'ordre naturel et d'ordre construit intégrant le fond de connaissances diffuses, de comportements et de disciplines intériorisés dans la vie sociale, de même que les conditions de la reproduction sociale des connaissances. Partant, il est un espace social, vécu, approprié et institutionnalisé, assez proche de la notion de « milieu » développée, entre autres, par l'Institut de Recherches Économiques et Régionales de Neuchâtel et par l'équipe du Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs (GREMI), dont Ph. Aydalot (1980) fut l'un des chefs de file.

À chaque territoire correspondra alors une dynamique économique particulière, et ce n'est guère qu'entre les régions partageant les mêmes arrangements institutionnels qu'il pourra y avoir convergence. Saisir l'importance des effets de milieu permet de faire ressortir les pluralités des modèles de développement des régions et en particulier leurs bifurcations dans leur propre évolution sous l'impact des acteurs locaux. Ces approches ont également la qualité de montrer que les régions se trouvent impliquées dans un processus « d'irréversibilité dynamique », où chaque nouvel équilibre dépend du parcours effectué depuis la situation initiale (dépendance du chemin), qui fait que la variété des trajectoires institutionnelles qu'une région peut emprunter n'est pas définie, mais est contenue dans un « cône des trajectoires possibles ». Comprendre les phénomènes de (non)convergence économique des régions nécessite en conséquence que soient dépassées les traditionnelles analyses des systèmes productifs (activités économiques, degré de spécialisation, etc.) et spatiaux (infrastructures, relief, etc.).

Partant, les services d'aménagement du territoire dans les cantons suisses ont intégré, dès les années 2000, l'idée selon laquelle les régions économiquement gagnantes seraient celles capables de mobiliser des *ressources endogènes*, non réductibles à une structure productive (culture locale, institutions formelles et informelles, capital relationnel, interconnexions...). La généralisation de cette idée dans la pratique de ces services les obligerait à faire ce qui suit :

- identifier ces régions « gagnantes » ;
- déterminer leur particularité « institutionnelle » ;
- en déduire des bonnes pratiques ;
- soutenir ces dernières, là où elles fonctionnent ;
- les implanter là où elles seraient adaptables.

Ils ne peuvent toutefois guère mener à terme l'ensemble de ces questionnements, car il n'existe à ce jour en Suisse aucune base de données, mises à part celles des recensements des entreprises et de la population, portant sur les niveaux les plus élevés de la formation achevée et sur les catégories socioprofessionnelles, qui permettraient de mener des analyses transversales et longitudinales sur l'*avoir* (activités), le *savoir-faire* (connaissances), le *pouvoir-voir* (capacité innovatrice) et le *vouloir-être* (offre de spécificité territoriale institutionnelle) des régions suisses.

Les études dont on dispose, et qui s'inscrivent dans la perspective institutionnaliste, ne portent au mieux que sur quelques régions de l'espace économique suisse — telles les analyses menées par le pôle de recherche en Economie territoriale de l'Institut de Sociologie de l'Université de Neuchâtel (Crevoisier, 2003, 2004) — et ne sont en tout cas pas menées d'une façon qui permettrait une comparaison aisée dans le temps et avec d'autres régions. Dans ces circonstances, inscrire ses réflexions dans le strict cadre des développements récents des théories de la croissance et de la localisation — c'est-à-dire mettant au premier plan le *pouvoir-voir* et le *vouloir-être* — n'est guère envisageable pour peu que l'on se refuse à ne mener qu'une compilation de monographies, de plans directeurs cantonaux et d'analyses ethnographiques de telles ou telles communautés locales, de telles ou telles villes.

En conséquence, comment répondre ne serait-ce qu'au premier questionnement, celui portant sur l'identification des régions supposées être gagnantes parce que génératrices de bonnes pratiques (systèmes productifs locaux, gouvernance, etc.) ? Il est en Suisse d'usage de mesurer les croissances régionales de l'emploi et de considérer comme gagnantes celles dont les créations d'emploi ont été plus relativement plus importantes. Cette méthode est toutefois biaisée, car elle ne permet pas de faire, dans l'analyse de la croissance de l'emploi, la part entre ce qui relève du contexte économique général et ce qui est imputable à la spécificité de l'offre institutionnelle formelle et informelle régionale. L'analyse structurelle-géographique stochastique permettrait de le faire. C'est pourquoi nous proposons la généralisation de son usage dans les services d'aménagement du territoire en Suisse, selon une démarche que nous expliciterons ci-dessous.

L'analyse structurelle-géographique stochastique

L'analyse structurelle-géographique décompose la croissance d'un agrégat de manière à obtenir, d'une part la croissance due à la structure productive de départ et au taux de croissance national (accroissement théorique dû à des facteurs exogènes) et, d'autre part, la croissance due à des facteurs spécifiquement régionaux (effet régional local).

On obtient l'accroissement hypothétique (h_i) de l'emploi dans une région j au cours de la période $t_0 - t_1$ en multipliant l'emploi initial de chaque secteur i (E_{0ij}) par le taux de croissance nationale de ce secteur et en sommant tous les secteurs (H_j). En retranchant cet accroissement théorique (H_j) de l'accroissement réellement observé (D_j), on obtient la composante régionale R_j : $R_j = D_j - H_j$. Cette composante régionale mesure en quelque sorte le dynamisme propre à la région, puisqu'elle exprime l'accroissement de l'emploi dont elle n'aurait pas bénéficié si seuls les facteurs *expansion nationale* et *structure initiale* avaient joué. L'analyse structurelle-géographique repose donc sur le constat selon lequel les disparités interrégionales de croissance peuvent trouver une double origine :

- l'effet de structure, soit la part de la croissance due à la spécificité des structures productives régionales (portefeuille d'activité) ;
- l'effet de composante régionale, soit la part de la croissance due au dynamisme entrepreneurial, au degré d'efficacité des politiques publiques en matière d'emploi, à l'attractivité de la région pour les investissements extérieurs, aux réseaux locaux, etc.

La validation statistique des résultats de l'analyse structurelle-géographique passe par la transformation du modèle descriptif, tel que nous l'avons présenté ci-dessus et qui fait l'objet de nombreuses applications dans la littérature économique, en un modèle d'estimation économétrique. Pour ce faire, le modèle de R. Marimoni et F. Zilibotti (1998) semble offrir une méthode originale et élégante pour séparer dans l'évolution de l'emploi, les effets régionaux des autres facteurs liés à la structure et à la période. Leur modèle est le suivant :

$$e_{(i,n,t)} = h_{(i)} + m_{(i,n)} + b_{(t)} + f_{(i,t)} + g_{(n,t)} + u_{(i,n,t)}$$

$e_{(i,n,t)}$: taux de croissance réel de l'emploi dans le secteur i de la région n au temps t

$h_{(i)}$: taux de croissance annuel moyen de l'emploi dans le secteur i

$m_{(i,n)}$: différence entre le taux de croissance de l'emploi dans le secteur i de la région n et $h_{(i)}$

$b_{(t)}$: taux de croissance de l'emploi au temps t , tous secteurs et régions confondus

$f_{(i,t)}$: différence entre le taux de croissance de l'emploi du secteur i au temps t et $b_{(t)}$

$g_{(n,t)}$: différence entre le taux de croissance de l'emploi total dans la région n au temps t et $b_{(t)}$

$u_{(i,n,t)}$: résidus

Les coefficients $m_{(i,n)}$ mesurent la différence entre l'effet de la région n sur le secteur i et l'effet moyen global (national) pour ce même secteur. Les coefficients $f_{(i,t)}$ mesurent l'effet – propre au secteur – qui est à l'origine d'un écart par rapport à la tendance de l'évolution de l'emploi dans le secteur i et qui est survenu à la période t . D'une part, on suppose que, en moyenne, sur l'ensemble des secteurs, les déviations par rapport au trend, observées à la période t , sont nulles. D'autre part, pour un même secteur i , les déviations temporaires s'annulent au cours du temps. Les coefficients $b_{(t)}$ représentent le cycle économique national (*business cycle*), qui affecte de la même façon l'évolution de l'emploi dans l'ensemble des secteurs et dans toutes les régions. Les effets du cycle économique sont en moyenne nuls au cours du temps. Les coefficients $g_{(n,t)}$ tiennent compte des écarts régionaux temporaires dans l'évolution de l'emploi par rapport au cycle économique. Ces écarts sont en moyenne nuls, au temps t pour toutes les régions, et pour la région n , sur l'ensemble de la période.

Considérant les coefficients des variables non spécifiques à une région, il est possible de construire un taux de croissance de l'emploi *attendu* ou *virtuel*:

$$e_{att(i,t)} = h_{(i)} + b_{(t)} + f_{(i,t)}$$

Le taux de croissance e_{att} du secteur i au temps t est ainsi supposé être identique dans toutes les régions. Appliqué à une région, l'emploi virtuel est le niveau d'emploi qui aurait été observé en l'absence d'effet régional idiosyncratique. Le rapport $e_{(i,n,t)}/e_{att(i,t)}$ fournit un indicateur de performance économique. Ce rapport n'est pas biaisé par les effets de structure.

Sur cette base, notre démarche analytique se fera en cinq étapes.

- Analyse de l'évolution de l'emploi dans les régions suisses dites de mobilité spatiale de 1985 à 2001 (découpage fonctionnel assimilable aux bassins d'emploi).
- Ventilation de cette évolution entre des effets régionaux et des effets structurels.
- Construction d'une série d'emploi dite *attendue*, en éliminant les effets régionaux.
- Comparaison entre le niveau d'emploi *réalisé* avec le niveau d'emploi *attendu*.
- Détermination des branches à l'origine de ces différences et des régions qui gagnent (réalisé > attendu), respectivement perdent.

La modélisation n'a qu'un rôle **prospectif**. Elle n'identifie pas les (bonnes) pratiques locales qui feraient que les acteurs locaux disposeraient d'outils formels et informels pour stimuler, contrôler et à internaliser la connaissance et l'innovation, mais aussi pour générer de la confiance, ou une gouvernance spécifique. Celles-ci ne peuvent être révélées qu'à un niveau géographique plus fin et par des recherches qualitatives que cette contribution n'a pas pour ambition de faire, compte tenu qu'il s'agit ici davantage de proposer une méthode d'analyse que d'apporter des résultats empiriques.

Comparaison des croissances de l'emploi réelles et estimées entre 1985 et 2001

La régression linéaire (MCO) sur des valeurs standardisées montre que l'essentiel des évolutions est idiosyncrasique (tableau 1). Les R^2 sont à 0.26, ce qui peut être imputable à une décomposition sectorielle géographique trop élevée (13 branches dans 106 régions), faisant que de nombreux chocs deviennent spécifiques, enregistrés dans $u_{(i,n,t)}$.

Récapitulatif du modèle^b

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Durbin-Watson
1	.511 ^a	.261	.261	.45764666	.000

a. Valeurs prédites : (constantes), Zscore(re(Gnt)), Zscore(Hi), Zscore(Min), Zscore(Bt), Zscore(Fit)

b. Variable dépendante : Zscore(Eint)

Coefficients^a

Modèle		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Signification	Statistiques de colinéarité	
		B	Erreur standard	Bêta			Tolérance	VIF
1	(constante)	.001	.000		18.140	.000		
	Zscore(Hi)	.020	.000	.037	591.300	.000	.808	1.237
	Zscore(Min)	.497	.000	.499	8795.789	.000	.995	1.005
	Zscore(Bt)	.030	.000	.056	937.361	.000	.899	1.112
	Zscore(Fit)	.017	.000	.031	495.410	.000	.799	1.252
	Zscore(Gnt)	.033	.000	.051	849.423	.000	.893	1.120

a. Variable dépendante : Zscore(Eint)

Tableau 1 : résultats de l'estimation du modèle structurel-géographique

Reste que l'important est que l'on constate, grâce aux coefficients Bêta, que les trends sectoriels régionaux, soit $m_{(i,n)}$, ont le plus de poids. Cela signifie que, pour une même structure productive initiale, les évolutions régionales sont différentes. Lorsque l'analyse est faite plus finement sur les régions et les branches d'activité, l'on observe, dans les branches industrielles, que les pertes d'emploi inattendues les plus importantes se trouvent presque systématiquement dans les régions les plus peuplées. Les régions qui gagnent ne sont toutefois pas forcément les plus proches de ces espaces-là, ce qui peut être imputable à des effets de déconcentration (croissance des couronnes des agglomérations au détriment de leur centre) et de décentralisation (croissance des petits centres et des centres moyens au détriment des grandes agglomérations). Pour le tertiaire supérieur (figure 1), les pertes des régions les plus peuplées sont plus faibles que pour l'industrie, et les croissances principales restent proches des centres principaux (déconcentration). Pour le tertiaire banal, et en particulier les activités commerciales, les évolutions sont mixtes : fortes pertes pour les régions centrales, les régions gagnantes étant essentiellement dans leur immédiate périphérie.

Cela suit-il un développement post-fordiste, supposant le retour des usines et des bureaux vers les zones densément peuplées et les plus qualifiées, soit les espaces métropolitains ? On constate que c'est effectivement le cas, même si ce ne sont pas les régions les plus peuplées qui sont les plus privilégiées. La captation des activités à forte productivité comme celle des activités à faible productivité sont essentiellement le fait des régions métropolitaines périurbaines, c'est-à-dire des couronnes des grandes agglomérations, et celui des régions urbaines non-métropolitaines, en d'autres termes des régions comprenant des villes moyennes. Le peu d'attractivité en termes de création d'emplois des régions les moins urbanisées et des régions-centres des agglomérations comparée à celle, importante, des régions-couronnes, peut être considérée comme la résultante du fait que même si la localisation dans les centres des zones urbaines est pénalisante du point de vue du surcoût qu'elle génère et est évitée, une implantation dans l'immédiate périphérie de ces centres reste désirée. Partant, développer l'emploi dans les régions métropolitaines périurbaines semble être une stratégie souvent adoptée parce que permettant de s'inscrire dans un espace médian.

Une ventilation par branche et par région des pourcentages des pertes ou des gains virtuels d'emplois totaux complète cette analyse (P : part des pertes *virtuelles* d'emploi totales dus à la branche ; G : part des gains *virtuels* d'emploi totaux dus à la branche). On constate, par exemple (figures 2a et 2b), que les 44 % des gains virtuels d'emploi dans la région de Zurich relèvent des activités bancaires et assurancielles, alors ceux de la région de Lausanne sont dus pour près de 98 % au secteur de la santé. L'intérêt de cette partie de l'analyse est de révéler pour quelles régions et quelles branches d'activités des arrangements d'acteurs, des formes de partenariat, des modalités d'action territoriales, des politiques publiques économiquement performants favorisant un développement endogène existent potentiellement et doivent être explicitées.

Après ce travail de repérage, la suite de la démarche consisterait alors en une exploration des pratiques locales faisant, par exemple, qu'à contexte économique égal, la région zurichoise est plus performante que la région bâloise en matière de création d'emploi de type bancaire, ou pourquoi la région de Lausanne est un lieu-aimant pour les activités relevant de la santé. Il ne nous appartient pas d'y répondre ici.

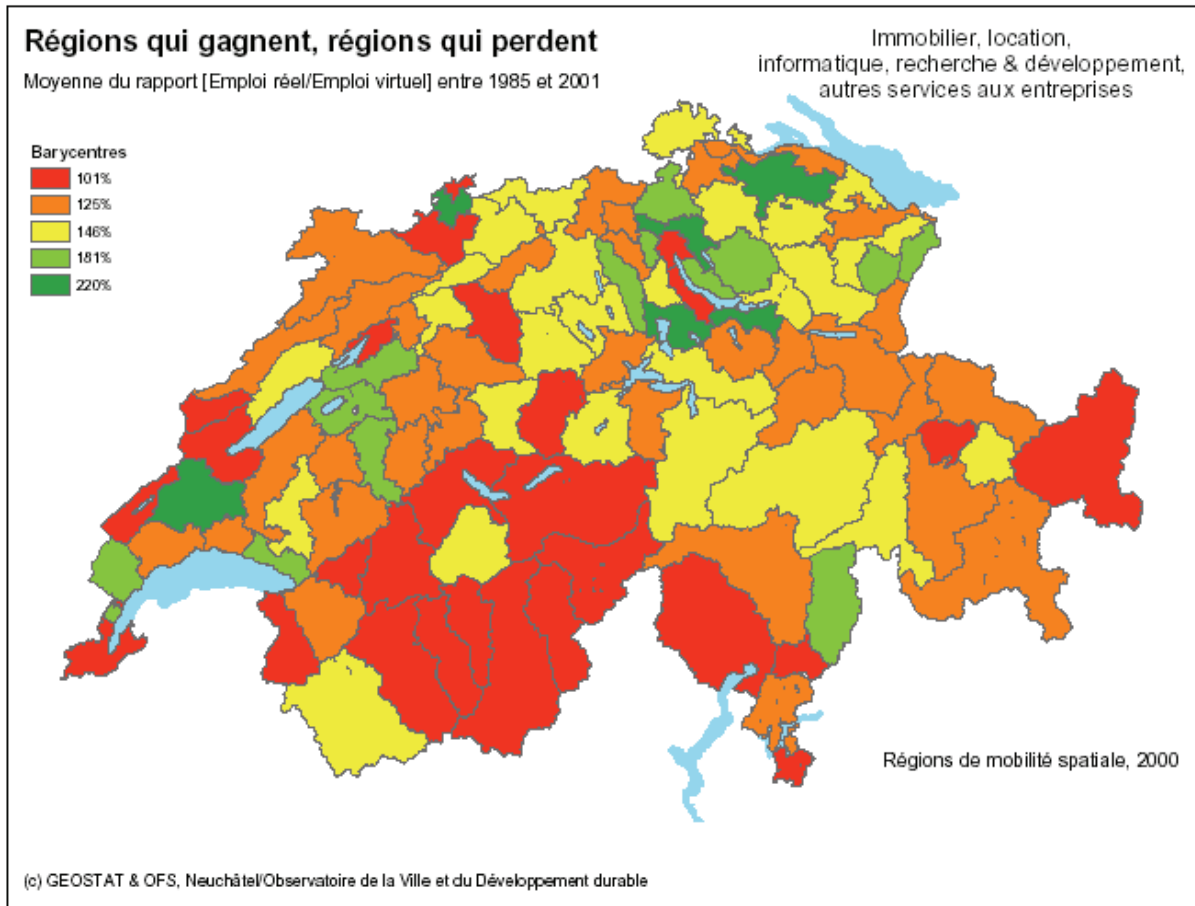


Figure 1 : rapport entre l'emploi réellement créé et l'emploi attendu dans le tertiaire supérieur, entre 1985 et 2001

Branches d'activités (sélection)	Zurich		Berne		Bâle	
	P	G	P	G	P	G
Industries manufacturières	35.2%	0.0%	41.8%	0.0%	33.4%	0.0%
Construction	8.1%	0.0%	18.2%	0.0%	7.8%	0.0%
Commerce et réparation	43.5%	0.0%	29.2%	0.0%	31.2%	0.0%
Transports et communication	2.5%	0.0%	0.0%	18.2%	5.8%	0.0%
Activités financières et assurances	0.0%	44.1%	0.0%	8.8%	10.1%	0.0%
Immobilier, location, informatique, recherche & développement, autres services aux entreprises	4.1%	0.0%	0.0%	41.5%	0.0%	92.9%
Services publics	0.6%	0.0%	0.0%	18.4%	1.1%	0.0%
Enseignement	0.0%	49.5%	5.2%	0.0%	0.0%	7.1%

Figure 2a : ventilation par branches et par régions des pourcentages des pertes ou des gains virtuels d'emplois totaux, entre 1985 et 2001

Branches d'activités (sélection)	Genève		Lausanne		Nyon	
	P	G	P	G	P	G
Industries manufacturières	37.1%	0.0%	16.3%	0.0%	28.3%	0.0%
Construction	29.6%	0.0%	15.7%	0.0%	67.0%	0.0%
Commerce et réparation	29.9%	0.0%	35.7%	0.0%	0.0%	28.3%
Immobilier, location, informatique, recherche & développement, autres services aux entreprises	0.0%	39.1%	0.7%	0.0%	0.0%	23.4%
Services publics	0.0%	11.6%	5.5%	0.0%	0.0%	3.4%
Enseignement	0.0%	29.5%	3.0%	0.0%	0.0%	10.5%
Santé et activités sociales	0.0%	1.3%	0.0%	97.8%	0.0%	2.6%
Autres services	0.0%	8.0%	11.3%	0.0%	0.0%	15.3%

Figure 2b : ventilation par branches et par régions des pourcentages des pertes ou des gains virtuels d'emplois totaux, entre 1985 et 2001

Bilan et perspective

La puissance publique en Suisse, qu'elle soit cantonale ou fédérale, ne cesse d'exprimer son souci d'opérer dans des délais rapides de forts rééquilibrages de l'espace, mais les moyens qui y sont consacrés demeurent modestes. Si la première ambition de toute politique régionale doit demeurer la réduction des inégalités sociospatiales, tant les approches néoclassiques qu'institutionnalistes nous apprennent que, pour une meilleure performance, il faut rompre avec une approche purement quantitative et mécanique et favoriser le montage de projets d'initiative locale. Miser sur des équipements lourds ou des politiques de péréquation financière n'a d'intérêt qu'à condition que cela s'articule avec les dynamiques locales de développement. Il faut en conséquence promouvoir un modèle de croissance qui économise les ressources, qui privilégie les stratégies de long terme, mais surtout qui considère le territoire non pas comme un simple support d'activités économiques, mais comme un outil de développement en soi, en favorisant l'habileté locale à créer de nouvelles capacités productives et à initier les stratégies organisatrices qui leur sont associées. Cet intérêt porté aux formes d'organisation en réseaux reflète un intérêt plus général pour l'étude des voies d'enracinement des activités économiques dans, et peut-être secrétées par, le contexte social et culturel.

Face à la mondialisation, l'Union européenne est sans doute un niveau pertinent pour favoriser le type d'actions que nous évoquons, non seulement parce qu'elle constitue un marché désormais unifié, du point de vue de l'offre et de la demande, mais aussi parce que la conscience d'appartenir à une entité commune progresse, ce qui crée les conditions de coopérations fructueuses entre acteurs. L'on ne peut en conséquence que se féliciter du rapprochement de la Suisse et de l'Union européenne au travers des Accords Bilatéraux. Et ce malgré la faiblesse du budget de cette dernière et les rivalités nationales qui prévalent au sein de la Commission européenne, et qui contribuent à limiter grandement l'action communautaire, alors même que les Etats-Unis creusent l'écart dans les technologies de l'avenir, qu'il s'agisse des industries et des services d'information ou des biotechnologies.

Reste que l'enjeu principal n'est pas que soit acquise la connaissance des politiques qu'il conviendrait de mener, puisque ce terrain-là est déjà bien balisé, mais que tout soit fait pour que le chercheur puisse construire des indicateurs régionaux portant tant sur l'*avoir* (activités, site, situation), que sur le *savoir-faire* (connaissances), le *pouvoir-voir* (capacité innovatrice) et le *vouloir-être* (offre de spécificité territoriale). Ce n'est qu'à ce moment-là que les analyses comparatives des performances et des perspectives économiques régionales mobiliseront des critères d'analyses étroitement liés aux dernières avancées conceptuelles et que des propositions seront faites qui s'affranchiront du cadre désormais étroit des nomenclatures et des recensements hérités de l'économie industrielle et qui se situeront sur plusieurs champs du savoir. Nous en appelons ainsi tant à la création d'un nouveau code d'interprétation du local qu'à l'interdisciplinarité.

Le modèle de R. Marimoni et F. Zilibotti (1998) répond pour partie à ce besoin, car il permet de repérer les régions dans lesquelles des arrangements institutionnels formels et informels pourraient favoriser le développement local. Les effets régionaux mesurés sont toutefois multifformes (boîte noire) et l'application de l'analyse structurelle-géographique doit être nécessairement complétée par un repérage qualitatif des gouvernances, des initiatives locales, etc.

Il ne faut pas non plus tomber dans le piège d'occulter le fait que les régions qui « gagnent » sont souvent situées dans l'immédiate périphérie des régions les plus urbanisées. Il convient en conséquence de s'interroger sur la part prise, dans les évolutions constatées, au-delà des « bonnes pratiques institutionnelles », par les (dés)économies d'urbanisation largement étudiées par l'économie orthodoxe de P. Krugman (au détriment des (dés)économies de localisation privilégiées par les géographes). Ce n'est qu'à cette condition que l'on sera en mesure de déterminer si les « bonnes pratiques » jouent un rôle plus/autant/moins significatif que la centralité, ou dit plus trivialement la situation, dans les évolutions régionales de l'emploi.

Bibliographie

- AMIN A. (2003), *Post-fordism. A reader*, Blackwell, Oxford (réédition), 448 p.
- AYDALOT Ph. (1980), *Dynamique spatiale et développement inégal*, Economica, Paris, 352 p.
- BOYER R. (2004), "New growth regimes, but still institutional diversity", in *Socio-Economic Review*, 2(1), 1-32
- CREVOISIER O. (2003), « Economie, territoire et durabilité : approche par les milieux Innovateurs », in A. DA CUNHA & J. RUEGG, éd., *Développement durable et aménagement du territoire*, Presses polytechniques romandes, Lausanne, pp 65-82.
- CREVOISIER O. (2004), "The Innovative Milieu approach: Towards a territorialised understanding of the economy?", in *Economic geography*, 80(4), pp. 367-379.
- FONTAN J.-M., KLEIN J.-L. & LÉVESQUE B. (2003), *Reconversion économique et développement territorial*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 356 p.
- KRUGMAN P. (1998), *L'économie auto-organisatrice*, De Boeck, Paris, 126 p.
- LIPIETZ A. (2001), "The fortunes and misfortunes of post-fordism", in R. Albritton, M. Itoh, R. Westra & A. Zuege, éd., *Phases of capitalist development: Booms, crises and globalization*, Palgrave, New York, pp. 17-55
- MARIMONI R. & ZILIBOTTI F. (1998), "Actual versus virtual employment in Europe, is Spain different ?", in *European Economic Review*, 42, pp. 123-153
- SCOTT A.J. & STORPER M. (1986), *Production, work and territory. The geographical anatomy of industrial capitalism*, Allen and Unwin, Boston
- TOULEMONDE E. (2001), "Actual versus virtual employment in Belgium", in *Regional Studies*, 35, pp. 513-518